

La vie politique en Europe et dans le monde

Jean-Pierre Gouzy

Rédacteur en chef puis directeur politique de L'Europe en formation, Secrétaire général du Centre international de formation européenne (1954-1982), il a également présidé l'Association des journalistes européens de 1978 à 1982. L'auteur tient cette chronique depuis 1964.

Nous sommes en pleine présidence eurosarkozienne de l'Union européenne et le président de la République française est servi : l'été a été dominé par la crise caucasienne ; l'Europe est atteinte de plein fouet par la tornade financière et bancaire américaine dont les conséquences infléchiront durablement la conjoncture mondiale ; les projets d'Union méditerranéenne ont été ramenés à une modeste expression, tandis que le djihad islamique poursuit sa quête de nouvelles terres promises. L'Union européenne subit les conséquences corrodantes du *nil* irlandais à l'égard du traité de Lisbonne ; et enfin le verdict des élections américaines polarise l'attention de tout un chacun : l'ère de l'obamania étant susceptible de changer la nature même du message américain, tandis que McCain incarne – bien qu'il s'en défende – la continuité d'une administration américaine dont George Bush, *volens volens*, symbolise la faillite.

Incontournable Russie

Les événements qui se sont déroulés dans le Caucase en août et septembre, les tensions consécutives entre le Kremlin, l'Union européenne et l'OTAN, qui ont impliqué, à des degrés divers, l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie, ont pu donner le sentiment que nous étions en train d'as-

sister à la résurgence d'une période révolue dans l'esprit public : celle de la guerre froide. Ces mêmes événements ont eu, en tout cas, le mérite de nous rappeler, après des années d'affrontements balkaniques, que la situation politique ne pouvait pas être considérée comme véritablement stabilisée sur notre cher vieux continent, malgré la disparition de l'URSS, la réunification de l'Allemagne, l'intégration de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale dans une Union européenne qui affiche sa vocation émancipatrice.

Certes les changements survenus en Russie depuis les balbutiements de la *glasnost* et de la *perestroïka* sont considérables et, par chance, ils ont pu s'imposer sans provoquer de drames majeurs, mais la glaciation totalitaire stalinienne a duré assez d'années, relayant une autocratie tsariste qui n'a pas vraiment permis aux Russes de vivre une expérience démocratique, pour qu'en 2008 encore, on s'aperçoive que d'anciens contentieux sont toujours loin d'être réglés dans l'ancien espace soviétique, au sein de la Fédération et plus encore à ses marges.

Certes, immédiatement après l'effondrement de l'URSS, une « Communauté » dite des « États indépendants » a pu se constituer et se maintenir jusqu'ici autour de la Russie, avec l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, à l'ouest et au sud de Moscou ; l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, dans le Caucase ; le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, aux frontières de la Chine, du pays afghan et de l'Iran en Asie centrale ; mais cette CEI n'incarne pas la solidarité intégrée des États constitutifs de l'ex-URSS (hormis les Baltes). C'est une réalité fictive qui ne régule rien, sinon des opportunités de voisinage autour de la Fédération de Russie proprement dite. La CEI gère un certain acquis de la douloureuse expérience soviétique sous l'égide encore, ici et là, d'anciens hiérarques du système, alors que la justice russe vient de réhabiliter le dernier tsar Nicolas II, même si Vladimir Oulianov, dit Lénine, vit toujours son sommeil éternel au Kremlin. Il faut avoir présent à l'esprit que la douzaine d'États dits « souverains » qui se partagent la succession de l'URSS intègrent plus d'une centaine d'ethnies différentes, alors que la Russie proprement dite se dépeuple : plus de 150 millions d'habitants dans les années 1990, mais une centaine seulement en perspective en 2050. Au contraire, la partie islamisée de l'Empire aurait, plus que doublé ces trente dernières années en termes de population.

Les héritiers de Gorbatchev et d'Eltsine – en l'occurrence Poutine et Medvedev – sont confrontés à des frontières artificielles dont les conséquences continuent de provoquer des conflits ouverts ou « gelés », selon

l'opinion exprimée récemment¹ par Daniel Vernet dans une rétrolecture de *L'Empire éclaté*, qui reste le maître ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse.

Le choc géorgien

Dans cette perspective d'ensemble, le « choc géorgien » proprement dit a commencé, à mon sens, avec le sommet de l'OTAN, tenu à Bucarest le 3 avril dernier, à l'occasion duquel furent clairement envisagées, sous d'intenses pressions de l'administration Bush, les adhésions de l'Ukraine et de la Géorgie, certes momentanément recalées mais explicitement programmées dans des circonstances ultérieurement considérées comme favorables.

Lors du sommet des pays de la CEI, tenu à Saint-Petersbourg le 6 juin suivant, le nouveau président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev, et son premier ministre, Vladimir Poutine, ont mis en garde les présidents ukrainien et géorgien, Iouchtchenko et Saakachvili, à propos des conséquences d'une éventuelle adhésion de leurs pays respectifs à l'OTAN. Manifestement, l'ours russe, après avoir fait preuve de bonne volonté depuis la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, a commencé à se rebiffer. Poutine s'était déjà élevé à plusieurs reprises contre la localisation, décidée par Washington, de puissantes installations radar au sud-ouest de Prague, et d'une base de missiles nucléaires d'interception dans l'espace, implantée dans le nord de la Pologne, pour faire face avec les moyens sophistiqués de la guerre électronique à une éventuelle attaque nucléaire iranienne. Les protestations russes n'ont pas été prises en considération, même lorsque le Kremlin évoquait l'installation déjà en place d'un système comparable installé par les Soviétiques en Azerbaïdjan, qu'il se disait prêt à gérer de concert avec le Pentagone. Cette proposition, faute sans doute de confiance mutuelle suffisante, n'a pas été retenue. Les gouvernements polonais et tchèque ont donné leur accord au projet américain l'été écoulé. De plus, le président ukrainien, Victor Iouchtchenko, qui déteste cordialement son *alter ego* russe, a cru bon d'annoncer que les radars antimissiles ukrainiens jusqu'alors exploités en communauté avec Moscou pourraient, de son propre chef, être « mis à la disposition » des Occidentaux.

Parallèlement, en Géorgie, dès la fin du printemps dernier, les événements se sont détériorés, opposant, selon les cas et les circonstances, les minorités ossète et abkhaze organisées en territoires autonomes sous la protection des forces russes, à la jeune armée géorgienne équipée et instruite par les États-Unis à la demande du président Saakachvili.

1. *Le Monde*, 30 août 2008.

Un mot, tout d'abord, sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, confettis de l'empire russe dont bien peu de gens connaissaient l'existence jusqu'à des temps récents, lorsque ces entités caucasiennes ont refusé la souveraineté géorgienne en 1991. Une véritable guerre a déjà, en effet, opposé Abkhazes et Ossètes aux Géorgiens en 1992 et 1993, causant la mort d'environ 16 000 personnes et provoquant l'exode de nombreuses populations géorgiennes. Les Abkhazes établis sur les rives de la mer Noire sont pour partie musulmans et pour partie chrétiens, avec une identité culturelle spécifique. Les Ossètes du Sud, chrétiens orthodoxes, aux origines indo-européennes, vivent séparés des Ossètes du Nord par l'imposante chaîne du Caucase qui culmine au mont Elbrouz (plus de 5 600 mètres), où les troupes de Hitler étaient parvenues à hisser le drapeau à croix gammée pendant la Deuxième guerre mondiale. Les Ossètes du Sud font partie de la Géorgie mais disposent de passeports russes et vivent sous la protection des Russes, comme les Abkhazes. Les Ossètes du Nord disposent d'une république autonome au sein de la Fédération de Russie. Ce découpage politique compliqué et un tantinet machiavélique serait dû au camarade Djougachvili, lui-même Géorgien, maître de toutes les Russes de 1922 à 1953, sous le nom de Staline, grand manipulateur au surplus des ethnies de l'URSS pour mieux les asservir au pouvoir bolchevik qu'il a incarné sous la dénomination affectueuse de « petit père des peuples ».

Quoi qu'il en soit, bien peu de gens prêtaient attention au sein de l'Union européenne à la confrontation qui se préparait... Dès la fin mai cependant, la Russie avait renforcé sa présence militaire en Abkhazie pour y construire une voie ferrée destinée officiellement à permettre l'épanouissement touristique de cette Riviera de la mer Noire. Le secrétaire général de l'OTAN, le Néerlandais Jaap de Hoop Scheffer, a adressé une protestation à Moscou pour le principe. En juin, les Géorgiens se virent accusés de multiplier les actes terroristes par le gouvernement abkhaze local. Début juillet, des affrontements sporadiques opposèrent les Ossètes du Sud aux Géorgiens. Le gouvernement ossète local décida la « mobilisation » des maigres milices dont il disposait. Les explosions, fusillades, escalades de violence, polémiques verbales se multiplièrent, au point que Condoleezza Rice, au nom de George Bush, se précipita à Tbilissi le 10 juillet pour confirmer au président géorgien Mikheil Saakachvili – familièrement appelé Micha – l'intérêt personnel que lui portait la Maison Blanche. Malgré ce soutien diplomatique, la situation continua à se détériorer, des incidents faisant encore, le 3 août, six morts en Géorgie.

Quatre jours plus tard, l'armée géorgienne, appuyée par des chars et des avions mis à sa disposition par Washington, lance une offensive générale

en Ossétie du Sud, parvenant à pénétrer dans la capitale locale, Tskhinvali, partiellement détruite. Par dizaines de milliers, les civils fuient. Pas pour longtemps. Une armée russe manifestement en état d'alerte déboule de l'Ossétie du Nord vers le sud, en utilisant l'unique voie d'accès disponible, le tunnel de Roki. C'est l'empoignade. Les Géorgiens doivent reculer puis se replient bientôt vers Tbilissi en débandade.

Poutine est à Pékin – jeux olympiques obligent. Informé du tour pris par les événements caucasiens, il délaisse prestement le stade et s'envole directement pour Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord mais également quartier général des forces russes du Caucase, ordonnant non seulement de chasser totalement les forces géorgiennes d'Ossétie du Sud, mais de les pourchasser et de « libérer » au passage l'Abkhazie de toute présence militaire adverse. Les forces russes s'empareront, par la même occasion, du principal port géorgien sur la mer Noire : Poti. Les avant-gardes russes n'arrêteront, d'autre part, leurs blindés qu'à une quarantaine de kilomètres de la capitale géorgienne, s'abstenant donc d'y pénétrer et de s'emparer de l'oléoduc qui évacue vers la Turquie et l'Europe le pétrole de la mer Caspienne, tandis que le président russe Medvedev dénonce un « génocide » géorgien. Le bon docteur Kouchner arrive sur ces entrefaites à Tbilissi, le 10 août, pour prendre la température et calmer Micha, au nom de l'Union européenne que la France préside. Coup de téléphone à Sarkozy qui, lui, débarque dans le salon d'apparat du Kremlin où il s'efforce de convaincre le président russe qu'il tutoie généreusement d'entrée de jeu, pour aboutir au plus vite à un cessez-le-feu. On se met d'accord sur six points en quelques lignes. Je cite le texte :

- 1) ne pas recourir à la force ;
- 2) cesser les hostilités de façon définitive ;
- 3) donner libre accès à l'aide humanitaire ;
- 4) retrait des forces militaires géorgiennes dans leurs lieux habituels de fonctionnement ;
- 5) retrait des forces militaires russes sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités. Dans l'attente d'un mécanisme international, les forces de paix russes mettront en œuvre des mesures additionnelles de sécurité ;
- 6) ouverture de discussions internationales sur les modalités de sécurité et de stabilité en Abkhazie et en Ossétie.

Manifestement, Sarkozy et Kouchner ont voulu parer au plus pressé, rien n'étant possible sans cessez-le-feu. Mais quarante-huit heures à peine

après le passage de notre ministre des affaires étrangères à Tbilissi, les présidents polonais, ukrainien et baltes, comme s'ils se sentaient directement agressés par la Russie, arrivent à leur tour à Tbilissi pour conforter leur ami Micha. Les uns et les autres veulent, par leur présence, s'identifier à la cause des Géorgiens. En particulier, l'ultra-conservateur président polonais, Lech Kaczynski, qui ne perd jamais une occasion de manifester des sentiments nationalistes à l'égard de l'Union européenne. En la circonstance, s'adressant à la foule géorgienne, il s'exclame: « Pour la première fois depuis longtemps, nos voisins [russes] ont montré un visage que nous connaissons depuis des siècles. Ces voisins veulent que les peuples autour d'eux se soumettent à leur joug. Nous disons *non!* »

Même si la Russie d'aujourd'hui n'est plus l'Union soviétique, l'actuel président polonais n'entend pas, à la manière de Sarkozy, considérer comme « normal » que la Russie veuille défendre, ici et là, les intérêts des russophones.

Quant à Micha, humilié par ses déconvenues, il décide que la Géorgie quittera la Communauté des États indépendants, qualifiant les Russes de « barbares du XXI^e siècle ». Finalement, à partir du 20 août, l'armée russe commencera son retrait, à pas comptés, de Géorgie. Mais cinq jours plus tard, la Douma réunie à cet effet reconnaît l'indépendance de l'Ossétie du Nord et de l'Abkhazie. Le 26 août, le président Medvedev signera un décret d'indépendance.

« Inacceptable », rétorque-t-on aux États-Unis, à l'OTAN, à la Maison Blanche et autres lieux d'expression du pouvoir de l'Ouest – y compris à la chancellerie allemande. Sarkozy convoque alors, *subito presto*, une réunion extraordinaire du Conseil européen qui se tiendra le 1^{er} septembre à Bruxelles pour confirmer, notamment, la nécessité « d'un retrait total des forces russes » et « accélérer les préparatifs destinés à permettre le déploiement d'observateurs dans les zones adjacentes à l'Ossétie sudiste et l'Abkhazie en nombre suffisant pour remplacer les Russes d'ici le 1^{er} octobre 2008 », étant entendu que l'examen des questions de fond ne débutera pas avant le 15 octobre à Genève.

À aucun moment il n'a été question, lors de ce Conseil européen, d'exiger le retrait des militaires russes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud où ils se trouvaient déjà déployés en tant que « forces de paix » avant que le conflit n'écluse. Et, à mon sens, malgré les pressions de Washington et la dénonciation de l'OTAN, elles ne sont pas prêtes à s'en retirer. Ainsi donc, si la Géorgie est acceptée au sein de l'OTAN, elle le sera *de facto*, sans que son intégrité territoriale telle que reconnue par la communauté internationale soit pour autant respectée. Ou bien cette question qui fâche continuera

d'être éludée, comme ce fut le cas en d'autres temps et sous d'autres formes de la part des Occidentaux pour la Tchétchénie, et les apparences d'une coopération sincère entre l'Alliance atlantique et la Russie seront préservées (en admettant que cette question des frontières ne rebondisse pas à propos de l'Ukraine et de la Moldavie, par exemple), ou bien nous nous enfoncerons dans une crise prolongée d'autant plus sérieuse qu'on n'entrevoit pas aujourd'hui quel pourrait en être l'aboutissement. Un aboutissement s'entendant évidemment acceptable par les parties en cause.

Le profil des principaux acteurs de cette crise dont ils ont porté la responsabilité essentielle ne nous est pas indifférent.

• À Tbilissi, Micha Saakachvili a agi, sinon à l'instigation de George W. et du vice-président américain, Dick Cheney, du moins avec leur appui, comme un « boutefeu ». Âgé de 41 ans, ancien *business lawyer* aux États-Unis après être sorti de la Columbia University, le futur président de la Géorgie est revenu dans son pays en 1997, seulement six années donc après la fin de l'URSS. Devenu ministre dans le gouvernement Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de Gorbatchev, ce jeune loup alors âgé de 36 ans renverse le « renard du Caucase ». Tout baigne... On est en 2003. C'est la « révolution des roses ». Un oléoduc mis en place pour relier l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne à la Méditerranée, à travers la Turquie et la Géorgie, permet le contournement de l'espace russe. Un projet de gazoduc doit suivre le même chemin, sous le nom de Nabucco.

Saakachvili revendique alors la pleine souveraineté de la Géorgie sur les contrées montagnardes « sécessionnistes » protégées par les Russes. Avec les Américains et, dit-on, les Israéliens, une petite armée géorgienne est reconstituée. Pour en témoigner, 2 000 hommes seront envoyés en Irak. George Bush est venu en personne à Tbilissi pour conforter le jeune président géorgien qui, pour le remercier, baptisera l'avenue menant de la capitale à l'aéroport l'avenue George Bush.

Malheureusement, la politique de Saakachvili suscite le mécontentement populaire. L'opposition politique se développe en contestant ses méthodes. Il sera donc réélu de justesse en 2007. Devant cette défaillance de popularité, Saakachvili décide de faire un coup d'éclat. Poutine est dans le Céleste empire avec nombre de ses collègues gouvernementaux. Saakachvili pense donc que le moment est venu pour lui de tenter de récupérer par la force l'Ossétie du Sud, oubliant que sa population avait massivement voté en faveur de l'indépendance en 2006. Les forces géorgiennes tomberont dans le piège qui leur est tendu. Il ne faudra que trente-six heures aux Russes pour renverser la situation en leur faveur.

• Face à Micha, le nouveau président russe, Dmitri Medvedev, mais plus encore son prédécesseur devenu premier ministre, Vladimir Poutine, toujours considéré comme le véritable « patron » de la Russie, fort de la confiance que lui témoigne un grand peuple dont le niveau de vie s'est considérablement amélioré. Ancien officier du KGB, formé à Dresde, à l'époque de l'Allemagne de l'Est soviétique, cet homme au regard glacial, bleu métallique, admet de moins en moins l'extension indéfinie de l'OTAN, à laquelle des pays fondateurs de l'ancienne URSS, comme précisément la Géorgie, veulent maintenant adhérer. Pour lui, Saakachvili n'est qu'un faux jeune loup. C'est en fait un jeune chien qui a besoin d'une raclée avant d'être renvoyé dans sa niche. Avec son parler brutal, qui rappelle plus celui des corps de garde quand il s'emporte que celui des hommes d'État, il répond le 21 avril dernier à Saakachvili qui le prie de revenir sur sa décision d'établir des relations directes avec les Abkhazes et les Sudistes ossètes : « Tes déclarations occidentales, tu peux te les mettre au cul ». Le propos nous rappelle celui dont il usait voici quelques années, quand il s'agissait des combattants tchéchènes et les qualifiait de « bandits qu'il fallait poursuivre et buter jusque dans les chiottes ». Avec le président ukrainien, Iouchtchenko, qu'il déteste cordialement, le langage de Vladimir est un peu plus châtié quand il se contente de le traiter de « fripouille ». Medvedev, plus policé, voit en Saakachvili un « malade mental ».

Poutine et Medvedev, bien qu'ils s'en défendent, ont besoin de considération. Ils ont peu apprécié que leurs collègues de la CEI et la Chine se soient prudemment défilés quand ils leur ont demandé d'approuver le fait accompli caucasien. Seul alors, le Nicaragua, en souvenir de l'appui soviétique lors de la révolution sandiniste, dans les années quatre-vingt, a reconnu l'indépendance des Abkhazes et des Ossètes sudistes, alors que le Kosovo, contre l'agrément de la Serbie et de la Russie, a obtenu la reconnaissance d'une quarantaine de pays, dont la plupart de ceux qui adhèrent à l'Union européenne. Dans le même esprit, ils ont apprécié la chaleur des félicitations d'Hugo Chavez, l'explosif président du Venezuela. Pour le remercier, ils ont envoyé l'un des fleurons de la marine russe, le croiseur à propulsion nucléaire *Pierre le Grand*, se livrer à des démonstrations de force dans la mer des Antilles, pendant que les Américains, il est vrai, organisaient des manœuvres navales en mer Noire.

Et puis, pour en terminer avec Medvedev et Poutine, on pourrait évoquer une masse de dossiers internationaux qui requièrent l'attention de la Russie, à commencer par celui de l'Iran à propos duquel le premier ministre russe ne cesse de répéter que rien ne prouve qu'il veuille se doter de l'arme nucléaire, alors que tout tend à prouver le contraire.

L'enjeu ukrainien

Venons-en maintenant à l'enjeu ukrainien. Si la Russie estime, en effet, que la mosaïque caucasienne fait partie de son arrière-cour, au même titre que le Kazakhstan (26 % de russophones) ou le Kirghizistan (12,5 %) et tant d'autres, elle considère l'Ukraine comme sa sœur jumelle, de même que la Bélarus qu'on qualifiait d'ailleurs de Russie blanche il y a quelques dizaines d'années. Au surplus, de même que les Serbes voient dans le Kosovo la terre séculaire de leurs origines identitaires, les Russes considèrent que l'État de Kiev est à la source de leur propre histoire.

Certes, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Dniepr et du Dniestr depuis lors. La Bélarus, l'Ukraine et la Russie ont été des piliers de l'URSS, même si ces trois entités étatiques étaient chacune membres de l'ONU pendant la période soviétique.

Aujourd'hui l'Ukraine, sous la présidence de Viktor Iouchtchenko, veut rejoindre l'OTAN comme l'y a encore encouragé le vice-président des États-Unis lors de sa visite à Kiev le 4 septembre, et bien entendu, par ailleurs, l'Union européenne, même si elle n'a pas encore la consistance politique que les pays candidats lui prêtent généreusement.

La crise ukrainienne, de fait, a réveillé ou exacerbé dans ce vaste pays, en pleine crise identitaire, les passions, les suspensions, les polémiques que suscite *crescendo* la politique du Kremlin. Pour cette raison, l'Union européenne est amenée à s'inquiéter de plus en plus de l'avenir de l'Ukraine, d'autant que ses leaders s'entre-déchirent. Ainsi, le président Iouchtchenko réélu en 2006 avec 51,4 % des suffrages exprimés, est 100 % favorable à l'adhésion de son pays à l'OTAN et à l'Union européenne, et tout autant opposé à la politique de Moscou.

L'attitude d'Iouliia Timochenko, son premier ministre à la tresse d'or, comme lui à l'origine de la « révolution orange », est plus nuancée, même si tous deux, bien que se détestant personnellement, composent le même pouvoir pro-occidental. Favorable à l'adhésion de son pays à l'Union européenne, elle souhaite éviter une confrontation avec Moscou à propos de l'OTAN, pour diverses raisons. D'une part, en effet, pour l'emporter électoralement, elle a besoin en l'état du soutien, ou du moins de la neutralité bienveillante, du leader ukrainien pro-russe, Victor Ianoukovitch, lors d'un deuxième tour éventuel de scrutin. D'autre part, l'Ukraine dépend de la Russie pour ses approvisionnements en hydrocarbures, outre le fait que 80 % du gaz russe à destination des pays de l'Union européenne transitent par son territoire. Enfin, la lente émancipation ukrainienne de la tutelle russe doit tenir compte de l'importance majeure de l'implantation russo-phonie dans la partie orientale, de loin la plus industrialisée du pays, ainsi

qu'en Crimée où se trouve la base navale de la flotte russe de la mer Noire, en vertu d'accords qui ne prendront fin qu'en 2017, à moins d'être dénoncés unilatéralement. En réalité, la Crimée est majoritairement russe, mais c'est l'ex numéro 1 soviétique Nikita Khrouchtchev, lui-même Ukrainien, qui en a fait cadeau à son pays d'origine en 1954.

Aujourd'hui, l'Ukraine est liée à l'Union européenne par un accord de partenariat ; elle est, comme la Russie, membre du Conseil de l'Europe mais, à la différence de la Russie, elle a une charte de partenariat avec l'OTAN depuis 1992 et elle est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce l'an passé.

C'est pourquoi, dans le contexte actuel, il était particulièrement significatif qu'un sommet Union européenne-Ukraine puisse se tenir au plus haut niveau, comme ce fut le cas à Paris le 9 septembre dernier, même si, après le rejet du traité de Lisbonne par l'Irlande, et en attendant de savoir sur quel pied l'Union va devoir désormais danser, il ne serait pas sérieux que celle-ci prenne de nouveaux engagements en vue d'élargir encore plus le club des 27 États qui la composent. Sans renforcement institutionnel et politique, de nouveaux élargissements, pour élogieux qu'ils puissent paraître, devront attendre des temps meilleurs. Ce qui ne veut pas dire que l'Union doit pour autant se replier sur elle-même. Comme l'a répété son actuel président, « elle ne ferme aucune porte ». Un véritable accord d'association est d'ailleurs en cours de négociation depuis février dernier avec Kiev, en vue de libéraliser le régime des visas et de redéfinir nos politiques de coopération en matière d'énergie, d'environnement, de commerce, avec pour toile de fond de nouvelles élections présidentielles ukrainiennes prévues fin 2009 ou début 2010.

- Par ailleurs, le Kremlin a fait savoir qu'il voulait obtenir un règlement du « conflit gelé » de Transnistrie, république autonome russe autoproclamée en 1992, installée presque tout au long du fleuve Dniestr, sur une faible largeur, à la frontière de la Moldavie et de l'Ukraine. Formellement rattachée pour l'heure à la Moldavie, avec la présence permanente d'un contingent militaire russe de protection, son statut définitif est toujours en suspens, la Moldavie roumanophone ne mettant aucun empressement à sortir d'un positionnement ambigu qui dure depuis une quinzaine d'années.

- Enfin, pour que cette peinture du monde russophone européen soit aussi complète que possible, il faut encore mentionner le cas curieux et à la limite ubuesque de la Biélorussie ou Bélarus. Son président, qualifié par le grand George W. de « dernier dictateur d'Europe », mène à la baguette un État d'une dizaine de millions d'habitants, demeuré figé sur le modèle

soviétique. Comme l'Ukraine, sa survie économique dépend totalement des hydrocarbures importés de la Russie voisine et donc des humeurs de Moscou. En règle générale, Alexandre Loukachenko calque ses attitudes dans le domaine de la politique étrangère sur celles du Kremlin. Mais la crise géorgienne a paru faire exception. La Bélarus n'a pas spontanément reconnu le fait accompli de l'indépendance abkhaze et des Ossètes sudistes. Les Occidentaux ont, de leur côté, laissé entendre qu'ils pourraient reconsidérer leur attitude à son égard, d'autant que celui-ci a libéré récemment ses derniers prisonniers incarcérés pour motifs politiques. Malheureusement, ces bonnes dispositions ne vont pas encore très loin... Ainsi, les élections législatives du 28 septembre dernier se sont bien déroulées « démocratiquement », puisque des candidats de l'opposition ont été autorisés à se présenter, mais aucun d'entre eux n'a été élu. Les 110 sièges de parlementaires ont tous été attribués aux fidèles du camarade Loukachenko, ancien directeur de kolkhoze de son état. Même si l'empreinte soviétique n'est pas promise à la vie éternelle comme il en va de toutes les expériences humaines dans notre bas monde, le moins qu'on puisse dire est qu'elle a la vie dure dans certaines contrées de la planète. Tel est précisément le cas dans une Bélarus aussi dépendante, par ailleurs, que l'Ukraine des oukases de Gazprom.

Nouveaux défis pour l'Union européenne

Ces événements se présentent comme autant de défis renouvelés pour l'Union européenne qui peine à maintenir la cohésion de ses États membres. Face aux tensions géopolitiques, l'Union, qui a d'abord une vocation économique (marché commun + marché intérieur + zone euro avec une monnaie unique qui ne concerne qu'une partie de ses États membres), n'est pas dans son élément habituel et donc spontanément politiquement à son aise. Le président estonien Toomas Hendrik Ilves a mis le doigt sur une vraie question quand il confiait à l'envoyé spécial d'un de nos grands quotidiens² « que nous vivons dans notre Europe postmoderne où tout le monde est beau et gentil ». Mais que « tout à coup, nous nous retrouvons, dans le cas russe, face à une grande puissance du XIX^e siècle. L'Europe n'est pas prête pour ça ». L'Europe des Monnet et des Schuman reste décalée par rapport à celle de la Russie, de la Bélarus, de l'Ukraine, des républiques du Caucase.

C'est une réalité, mais il en est une autre : les relations historiques de la France et de la Russie ont contribué, à mon sens, à calmer le jeu en août

2. *Le Monde*, 28 août 2008.

dernier. Que se serait-il passé avec Moscou, quand la crise géorgienne a éclaté, si la présidence semestrielle de l'Union européenne avait été assumée par un petit pays comme la Slovénie, ainsi que ce fut le cas au cours du premier semestre 2008 ? Ou bien par un autre petit pays comme la République tchèque, qui doit présider l'Union, selon le principe de rotation, le 1^{er} janvier prochain ? Le président tchèque, Vaclav Klaus, affiche des sentiments souverainistes prémodernes à propos de l'Union européenne et, par contre, une allégeance totale à l'OTAN pour garantir la sécurité de la Bohême-Moravie dont il a la charge. Le traité de Lisbonne avait au moins, faute de mieux, prévu de pérenniser deux années durant la présidence de l'Union européenne qui, en outre, devait être reconnue comme telle par l'ensemble des gouvernements considérés, en vertu de critères communautairement délibérés. Quoi qu'il en soit, traité de Lisbonne ou pas, et que cela plaise ou non, il faudra revoir le dispositif.

- Enfin, pour tout dire, les conséquences de la crise géorgienne sont politiquement riches d'enseignements. Même si la Russie n'est encore, malgré les changements constatés, qu'un État prémoderne, nous avons besoin d'asseoir nos relations avec elle, de manière durable, sur des accords approfondis de partenariat. De son côté, la Russie a besoin du même type de relations avec l'Union européenne en formation. Or, le renouvellement et l'approfondissement de tels accords étaient en panne depuis plus de dix-huit mois, du fait de divergences spécifiques entre Varsovie et Moscou, puis du gouvernement lituanien avec Moscou, quand, enfin, les « 27 » ont été en mesure d'accepter de reprendre langue au nom de l'ensemble de l'Union européenne à propos de nos relations énergétiques, environnementales, économiques, commerciales, mais aussi de « conflits gelés », des droits de l'homme, etc.

La décision fut prise à l'occasion du premier sommet de l'ère Medvedev, le 28 juin dernier, tenu au cœur de la Sibérie, à Khanty Mansiik, dans une région symbole puisqu'elle produit 60 % de l'or noir russe. De tels pourparlers, repris le 4 juillet dernier, devraient durer entre 18 mois et deux ans avant d'aboutir à leur finalisation mutuellement acceptable. Du fait de la crise géorgienne, ils ont été encore suspendus.

Parallèlement, les relations entre Washington et Moscou se sont détériorées ; l'OTAN a critiqué les réactions estimées trop pondérées de l'Union européenne face au jeu des Russes ; les relations entre la Russie et l'Ukraine n'ont été préservées partiellement qu'à la suite d'une visite de la « tsarine » ukrainienne Timochenko auprès de son collègue premier ministre russe, M. Poutine. L'Ukraine a dû renoncer aux prix de faveur qui lui avaient été jusqu'ici consentis pour les hydrocarbures russes et accepter à partir du

1^{er} janvier prochain la loi commune : celle des prix du marché, sans autres précisions. Dernier point : le différend sur l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud entre Européens et Russes n'est pas prêt d'être politiquement réglé. La divergence demeure même béante, les Russes ayant su effectivement tirer profit d'accords hâtivement négociés sous la contrainte des faits et nul ne peut dire, pour le moment, quand et comment la divergence sera comblée, au nom de deux principes contradictoires : celui de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes et celui de l'intangibilité des frontières internationalement reconnues et qui ne sauraient être unilatéralement remises en cause.

Raison de plus pour vouloir, aujourd'hui, « repenser » globalement la sécurité en Europe, prenant ainsi en considération la volonté exprimée par les Russes d'affirmer leur rôle dans la redéfinition de l'ordre mondial.

Fin de l'ère Bush et nouvelle Amérique

Le peuple américain va devoir choisir, dans un pays en pleine crise économique et financière, entre deux candidats à la présidence, aussi dissemblables, l'un de l'autre, que John Sidney McCain et Barack Hussein Obama. Il devra aussi largement renouveler le Congrès.

Le candidat Obama qui se définit comme noir, alors qu'il est métis, a maintenant 47 ans. Marié à une noire, diplômée de l'Université de Princeton, il est lui-même doublement diplômé : Columbia University et Harvard Law School. Présentement, il exerce la fonction de sénateur de l'Illinois.

John Sidney McCain, républicain, est, à 72 ans, un vétéran honoré comme tel de la guerre du Viêtnam. Marié aujourd'hui, à une riche héritière, père de sept enfants et grand-père, il déclare ne pas savoir exactement de combien de maisons il dispose... Le sénateur de l'Arizona n'est donc manifestement pas une victime des *subprimes*!

- Quelques mots sur McCain, d'abord. Son père et son grand-père furent tous deux amiraux dans la Navy. Lui-même est né sur une base militaire américaine à Coco Solo, dans la zone du canal de Panama. Ses études et ses amours furent agités. Tête brûlée s'il en fut, il devint pilote militaire. Au cours d'une mission de bombardement, pendant la guerre du Viêtnam, il sera abattu par un missile sol-air, mais grâce à son parachute, il survivra avec deux bras et une jambe cassés. À terre, des soldats nord-vietnamiens le transperceront de coups de baïonnettes. Mais l'Américain a la vie dure. Il survivra en gardant des séquelles physiques pour le reste de ses jours. Emprisonné, rossé, il devra « faire avec » jusqu'en mars 1973, moment où il est libéré et retourne aux États-Unis pour recevoir une multitude de déco-

rations prestigieuses. Élu député républicain dans l'Arizona en 1982, puis sénateur en 1986, ce conservateur est souvent pris en flagrant délit de rupture avec l'orthodoxie du parti républicain, par exemple, quand il s'agit de l'environnement, de la sécurité, de la santé, et même, parfois, de la fiscalité. En politique étrangère, il prend place plutôt parmi les « faucons ». C'est un *maverick*, comme disent les Américains pour désigner un franc-tireur. Inutile de souligner le fait que pendant toute sa campagne, il s'est soigneusement démarqué de l'actuel président républicain, George W. Prompt dans les décisions et les réparties, le regard perçant, McCain est apprécié pour son patriotisme et son parcours atypique. C'est lui, par exemple, qui a fait adopter par le Sénat américain, en octobre 2000, un amendement sur « la prohibition de traitements cruels, inhumains ou dégradants » envers les prisonniers, à propos des sévices infligés par des militaires américains dans la prison irakienne d'Abou Ghraïb.

Son concurrent, porteur des aspirations d'une partie des nouvelles générations passe, cependant, mieux que lui dans les médias. Le *New York Times* a révélé en juillet dernier que les grandes chaînes de télévision avaient consacré deux fois plus de temps à la campagne d'Obama qu'à celle de McCain.

- Obama a pour lui un indéniable charisme et la chance d'avoir été préféré à Hilary Clinton, lors de la Convention démocrate de Denver (Colorado) entre le 25 et le 28 août dernier, jour du quarante-cinquième anniversaire de l'éloquent discours « I have a dream » de Martin Luther King ; après, il faut bien le dire, un affrontement très dur et qui a sans doute laissé des traces, avec une Hilary incarnant les aspirations de l'électorat féminin blanc. Il est évident que la grande majorité de l'électorat noir et des métis blanc-noir, s'identifiant comme noirs, votera pour lui. Il devrait bénéficier également des faveurs de l'électorat hispanique et d'une partie des blancs, d'autant que les Américains secoués par la dureté d'une crise économique aux conséquences sociales évidentes, reprochent à l'administration de George W. de les avoir aussi entraînés dans une impasse en Irak.

L'obamania symbolise donc une montée en puissance, confirmée par les statistiques démographiques : les blancs seront minoritaires au pays de l'Oncle Sam avant 2050 (très exactement en 2042).

Même si McCain a vu sa candidature appuyée par Sylvester Stallone, puis Clint Eastwood et Arnold Schwarzenegger – il est vrai gouverneur républicain de la Californie –, le *star system*, toujours roi aux USA, joue en large part en faveur d'Obama, avec Sharon Stone, Scarlett Johansson, George Clooney, Michael Douglas, Bob Dylan, et nombre d'autres qui s'accordent pour dire que le candidat démocrate « possède cette qualité

qu'on ne peut ni enseigner, ni apprendre : lorsqu'il entre dans une pièce, on a envie de le suivre, où qu'il aille ».

Comme chacun le sait maintenant, Barack Hussein est né à Honolulu, d'un père Kenyan, musulman, et d'une Américaine du Kansas, non pratiquante. Il s'est converti à 27 ans au protestantisme, mais ses adversaires lui reprochent d'avoir été proche d'un certain pasteur Jeremiah Wright, de la Trinity United Church of Christ de Chicago, qui se répand en propos fort peu charitables à l'égard du système politique américain : c'est le moins que l'on puisse dire quand, cinq jours après le « jamais vu » des attentats du 11 septembre 2001, il s'était déclaré « surpris que l'on s'étonne que ce dont les États-Unis ont pris la responsabilité à l'étranger, leur revienne aujourd'hui dans la figure ».

Obama a pris ses distances à l'égard du personnage, mais, il a eu la franchise de reconnaître publiquement dans son discours de Philadelphie, le 18 mars, « qu'il ne pouvait pas plus renier le pasteur Wright qu'il ne pourrait renier sa grand-mère blanche [...] qui lui avait un jour avoué qu'elle avait peur quand elle croisait un noir dans la rue ».

C'est pourquoi on a beaucoup glosé outre-Atlantique quand le 3 juin dernier, le candidat Obama s'est exclamé à Saint-Paul, devant 20 000 personnes : « Notre moment est venu ! ». Les oracles du télévangélisme ont longuement confronté leurs interprétations, tandis que les milliardaires Warren Buffet et George Soros honoraient le candidat de leur sollicitude palpable ou trébuchante.

Un mot des programmes... Rien de surprenant, à vrai dire. Le chantre de « l'Amérique profonde », McCain, veut relancer la croissance aujourd'hui défaillante par la concurrence et la baisse des impôts. Il est contre le mariage gay, défavorable au droit à l'avortement, veut réduire par ailleurs les dépenses de l'État fédéral. Il estime que les États-Unis « ont eu raison de ne pas ratifier le protocole de Kyoto », premier effort mondial organisé contre le réchauffement climatique, mais affirme que si on arrivait à « obtenir l'adhésion de la Chine et de l'Inde à ce protocole, les États-Unis devraient réfléchir sérieusement à se joindre aux autres nations pour essayer de réduire les émissions de gaz à effet de serre ». Mieux vaut tard que jamais !

Obama, lui, est pour le droit à l'avortement. Il veut réduire, d'ici à 2050, les émissions de dioxyde de carbone et mener au niveau mondial une action, « en mettant en place des engagements contraignants pour les pays qui polluent le plus », parmi lesquels les États-Unis, la Chine, l'Inde, l'Union européenne [bien qu'elle ne soit pas, à proprement parler, un pays], et aussi la Russie. Il souhaite que « tous les enfants bénéficient d'un

système d'assurance-maladie » et, par ailleurs, il « se propose d'annuler les baisses d'impôt instaurées par Bush en faveur des plus riches, ainsi que de les diminuer d'un montant de 80 milliards de dollars pour les classes moyennes et populaires ».

Comme McCain, il est, au surplus, favorable à l'édification d'un véritable mur tout le long de la frontière mexicaine (3 141 kilomètres) : les hispaniques sont en effet 44 millions aux États-Unis. Ils deviendraient plus nombreux que les noirs en 2050.

En politique étrangère, McCain qui a toujours soutenu l'invasion de l'Irak, refuse tout calendrier formel de retrait des troupes américaines, même s'il estime que « d'ici à janvier 2013, la plupart des militaires européens seront rentrés au pays », car, selon lui, « ils auront gagné la guerre et nous n'aurons, alors, à maintenir qu'une présence militaire limitée ».

Au contraire, Obama appelle de ses vœux, avec un accent volontaire, le désengagement américain en Irak, « qui devrait être achevé dans un délai de seize mois consécutifs à son arrivée ». Le gros des troupes serait retiré dès l'été 2010.

À propos de l'Iran, ni Obama ni McCain n'excluent l'option militaire. Tous deux sont favorables au renforcement des sanctions économiques si l'Iran ne modifie pas son attitude. Obama souhaite, au surplus, rencontrer le président de l'Iran, sans condition. À quoi McCain rétorque : « entamer des négociations sans condition n'est pas la bonne solution », en pointant du doigt le Hamas, le Hezbollah, la Syrie, bref les adversaires les plus en vue d'Israël. Cette attitude lui aurait valu les faveurs des israélites, même si, par ailleurs, « Jérusalem, selon Obama, restera la capitale d'Israël ». Le lobby pro israélien pèse – c'est le cas de le rappeler – dans le processus électoral américain, plutôt en faveur de McCain, mais Obama dispose également d'appuis sérieux au sein de l'American Israeli Public Affairs Committee. Les candidats à la vice-présidence des États-Unis, Sarah Palin et Joe Biden, méritent également attention.

- Sarah Palin, 44 ans, mère de cinq enfants, dont un trisomique, est gouverneur de l'Alaska, un État américain traversé par le cercle polaire, séparé des États-Unis proprement dits, par le Canada. D'abord colonie russe, l'Alaska a été achetée par les États-Unis, moyennant 7 200 000 dollars, en 1867. Ce territoire, devenu État, est deux fois plus étendu que le Texas, mais ne compte que 700 000 habitants. Pays peu hospitalier, coupé par d'énormes montagnes (jusqu'à plus de 6 000 mètres), il a été appelé « the last frontier ». Depuis la « ruée vers l'or », il exploitait surtout des réserves de pêche considérables, mais aujourd'hui, son importance s'est accrue, grâce à la production et l'exploitation croissante d'hydrocarbures.

La désignation de Sarah Palin a d'abord fait sensation. Diplômée de communication, ancienne vice-miss Alaska, luthérienne, elle appartient à la *middle class*. Opposée farouchement à l'avortement, fiscalement conservatrice, fervente libérale, elle est aussi championne des forages pétroliers dans les réserves de l'Alaska et pour couronner le tout, membre de la NRA, le puissant lobby des armes à feu. Elle est aussi le symbole des *Wal-Mart moms*, les mamans des hypermarchés.

Mais, Sarah a connu récemment des déboires. Sa fille Bristol, 17 ans, s'est trouvée enceinte hors mariage. De plus, la candidate républicaine à la vice-présidence serait impliquée dans un mini-scandale désigné sous le nom de *Troopergate* (le terme *trooper* désignant un policier). Un correspondant de presse à Washington titre ainsi son « papier » : « Chahuté par l'effet Palin, Obama sort ses griffes ».

Passons...

Dans la famille démocrate, enfin, on a demandé à Joseph Robinette, « Joe » Biden Junior, sénateur du Delaware depuis 1973, président depuis 2007 du Comité des affaires étrangères du Sénat, de devenir le colistier d'Obama et candidat à la vice-présidence des États-Unis.

C'est un catholique âgé de 56 ans, diplômé d'histoire, de science politique et de droit. Il a une vision très critique de la gestion de l'après-guerre en Irak. Candidat lui-même aux élections primaires démocrates en 2008, il reprochait au sénateur Obama, alors son concurrent, un manque de capacités en matière de politique étrangère. Obama ne s'est pas montré rancunier à son égard, puisqu'il l'a accepté comme vice-président potentiel le 23 août dernier.

Le cyclone financier que les États-Unis traversent n'a évidemment pas favorisé le républicain McCain. Sur les dix dernières élections présidentielles, son parti en a gagné sept, alors que le « spectre de la grande dépression » hante à nouveau l'Oncle Sam. Mauvais présage qui fait penser à Franklin Roosevelt et, comment, en son temps, il s'est retrouvé à la tête des États-Unis. Et aussi, pourquoi encore – même si les origines des crises de 1929 et de 2008 diffèrent ainsi que la manière de les traiter – le *Black Thursday* de ce 24 octobre des folles années de la jeune Amérique et la terrible crise de chômage consécutive, suivie du *New Deal* de 1933, permettant un moratoire sur les banques dispensées de rembourser immédiatement leurs dettes, sont des événements majeurs de l'histoire restés bien ancrés dans les mémoires outre-Atlantique.

Obama est un vivant symbole de la mondialisation ; de la revanche du *melting-pot* sur les derniers survivants du Ku Klux Klan fondé en 1865, certes, mais encore en vie au lendemain de la deuxième guerre mondiale,

même s'il a été dissous en 1944 après avoir été interdit par la Cour suprême. Si BHO (Barack Hussein Obama) devient président des États-Unis, chacun se dit déjà, même s'il est protégé, qu'il pourrait subir un jour le sort malheureux des présidents Lincoln, Garfield, McKinley et surtout JFK (John Fitzgerald Kennedy) qui fut populaire entre tous. D'où l'importance du choix du vice-président pour lui, comme pour McCain qui est, en outre, confronté personnellement aux risques de l'âge.

De plus, dès son entrée en fonction, en janvier 2009, le nouveau président va devoir faire face à des réalités budgétaires particulièrement sévères. Pourvu d'environ 600 milliards de dollars de crédits pour le présent exercice civil, le budget de la défense, notamment, a augmenté pour la onzième fois depuis la seconde guerre mondiale, en prenant en compte l'inflation. Ces 600 milliards de dollars comprenaient outre le budget de base de la défense (515 milliards), 70 milliards de dollars pour les frais de guerre en Irak et Afghanistan, ainsi que 21 milliards pour le programme nucléaire du département énergie.

Par ailleurs, le projet de budget 2008-2009 présenté en février dernier par George W. faisait déjà bondir le déficit de plus de 400 milliards de dollars dans une enveloppe qui dépassait pour la première fois 8 000 milliards de dollars... On voit donc mal comment, après la crise systémique qu'est en train de traverser l'économie américaine avec d'inévitables répercussions sur la croissance, l'emploi et les rentrées fiscales, le nouveau président, quel qu'il soit, pourra maintenir le niveau de dépenses antérieures, notamment militaires. Les choix qui devront être faits ne seront pas, pour la plupart, les mêmes s'il s'agit d'une administration Obama ou d'une administration McCain, même si on ne perd pas de vue que le tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants seront également réélus le 4 novembre. Et que, le Congrès devrait, du fait du discrédit qui frappe l'administration républicaine sortante, jouer un rôle politiquement accru.

Les événements que nous venons de vivre montrent au moins une chose : les États-Unis – le dollar, la puissance militaire et technologique aidant – continueront à jouer un rôle déterminant, mais ne pourront plus prétendre exercer le rôle d'hyperpuissance dans le monde, même s'ils disposent toujours de la seule force d'entraînement considérable. La crise financière que nous vivons nous en administre une nouvelle preuve. Quant à « l'Europe », elle n'échappera à l'emprise de Washington que si elle s'affirme, en tant que telle, comme une puissance disposant des moyens d'assumer sa pleine capacité économique et financière, mais en même temps politique et stratégique. Nous sommes malheureusement encore loin du compte

dans un univers où, de surcroît émergeant sans cesse de nouvelles puissances-continents.

La débâcle financière et ses enseignements

La crise financière que nous venons de vivre, et dont les retombées à terme pourraient être tout aussi (et peut-être plus) lourdes de conséquences que la crise de 1929, a commencé dans le courant de l'année 2007. Le 18 juillet, elle s'est concrétisée avec l'effondrement de deux fonds d'investissements d'une banque d'affaires américaine bien connue à Wall Street, Bear Stearns. L'événement s'est transformé en débâcle devant l'impossibilité où se sont trouvés un nombre croissant de ménages américains précarisés de rembourser les crédits immobiliers trop libéralement accordés par des intermédiaires financiers rémunérés au chiffre d'affaires.

Des créances douteuses transformées en titres sur les marchés et dispersées dans les bilans des établissements financiers sont donc à la source des troubles bancaires qui se sont généralisés, provoquant une crise de confiance de plus en plus étendue, caractérisée par l'arrêt des transactions, l'envolée des coûts de financement, puis, avec le blocage des marchés, le capotage accéléré des valeurs bancaires.

Faute de liquidités, le fonctionnement du secteur financier s'est enrayé, d'abord outre-Atlantique, puis en Europe et, à des degrés divers, dans une bonne partie de notre planète, cet automne 2008. C'est ce qu'on a appelé la « crise des *subprimes* », du nom des crédits hypothécaires accordés aux ménages américains, non soumis à la réglementation bancaire, sans considération de leur capacité de rembourser.

- Au cours du printemps 2008, le système bancaire américain était donc déjà partiellement handicapé. Ainsi City Group, banque leader de Wall Street, aurait subi une dépréciation de ses actifs de 58 milliards de dollars entre janvier 2007 et juillet 2008.

Dans le même temps, le groupe bancaire Merrill Lynch, à son tour affecté, obtiendra de l'État de Singapour un premier crédit de 5 milliards de dollars, puis 6,6 milliards du fonds sud-coréen Korian Investment Authority et d'une banque japonaise, avant d'être racheté par la Bank of America pour éviter une banqueroute.

Le Federal Reserve System, devant l'extension de la fragilisation bancaire intervient alors à son tour, jouant un rôle décisif dans le renflouement de la cinquième banque de Wall Street (Bear Stearns), en utilisant une procédure exceptionnelle datant des années 1930, pour permettre à cette prestigieuse institution aux 60 000 salariés d'être reprise par une autre banque

leader : J.-P. Morgan. Ce rachat s'est effectué avec l'aide du Federal Reserve System, au prix bradé de deux dollars par action.

Bref, au début de l'été, le FMI évaluait déjà à près de 1 000 milliards de dollars le coût global de la crise.

- Puis la purge s'est répandue en Europe et au-delà, par exemple au Japon, ainsi qu'en témoigne l'indice Nikkei (14 691,41 points le 4 janvier ; 8 548,45 le 16 octobre ; le différentiel étant de plus de 6 000 points). En France, on a d'abord appris que le Crédit agricole, la Société générale, Natixis et la BNP étaient atteints par la grippe bancaire pour, respectivement, 4 100 millions d'euros, 2 900, 1 400 et 1 200. En Suisse, c'était le cas de l'UBS – Union des Banques suisses –, première banque helvétique par l'importance de ses actifs, qui avait dû procéder, début avril à une recapitalisation de 14 milliards de francs suisses, après d'ailleurs une première opération du même ordre, de 13 milliards de francs suisses, en février.

Les dépréciations et provisions dues à la crise ont parallèlement affecté, entre autres, le Crédit suisse, la Deutsche Bank, la Royal Bank of Scotland. La Northern Rock, neuvième banque britannique, qui a dû être nationalisée, tandis que l'Espagnole Santander achetait Bradford & Bingley, le 14 juillet, ses prêts immobiliers étant nationalisés par ailleurs.

De son côté, le groupe belgo-néerlandais-luxembourgeois de Fortis, première banque de dépôt du Benelux (45 milliards d'euros) en même temps qu'assureur-vie, devait être provisoirement nationalisée, après un plongeon prolongé en septembre, malgré une augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros, le 26 juin. Fortis, c'est 85 000 salariés, 6 millions de clients et 2 600 agences en Europe. Le 6 octobre, BNP Paribas a repris une grande partie des activités belgo-luxembourgeoises du bancassureur pour 14,5 milliards d'euros.

Au FMI, on sonne l'alarme : « Même si, en Europe, les banques sont globalement dans une meilleure position que les institutions financières américaines, dit-il, les Européens ne devraient pas être trop confiants et devraient se préparer au pire scénario ! »

De fait, en septembre encore, plusieurs banques nordiques ont dû être repêchées. À Berlin, on apprenait que la faillite d'une banque de l'immobilier, Hypo Real Estates, avait pu être évitée de justesse et surtout que le 29, la chute en bourse du Franco-Belge Dexia renforçait l'alerte. Les autorités publiques à Bruxelles, Paris et Luxembourg, ont précipitamment mis la main à la poche pour que cette banque des collectivités locales puisse redresser sa situation. Coût annoncé du sauvetage : 6,4 milliards d'euros. À Paris, la Caisse des dépôts et consignations a servi de truchement.

• Pendant ce temps, aux États-Unis, la conjoncture bancaire et boursière n'a cessé de se dégrader, avec la faillite de Lehman Brothers, l'un des fleurons de Wall Street (158 ans d'existence), le 15 septembre; le rachat en catastrophe de Merrill Lynch par la Bank of America; la nationalisation (ou si l'on préfère, la mise sous tutelle) d'AIG, la plus grande compagnie d'assurances des États-Unis; l'annonce successive par le gouvernement américain d'un plan de rachat des créances douteuses, que John Paulson, secrétaire d'État au trésor, chiffre à 700 milliards de dollars, le 20 septembre. Devant les réticences qu'il suscite, George Bush lance un avertissement, le 24: « Toute notre économie est en danger... Sans action immédiate du Congrès, l'Amérique pourrait glisser dans une panique financière et un scénario douloureux ». Il convoque les candidats à sa succession – Obama et McCain – pour les rallier au plan de sauvetage des banques. En vain, une première fois, les représentants ont rejeté le plan par 228 voix contre 205, le 29 septembre, provoquant l'effondrement de l'indice Dow Jones à Wall Street. Devant les menaces qui se précisent alors, le plan de sauvetage remanié sera finalement adopté à la Chambre des représentants par 263 voix contre 171, le 3 octobre.

Il est temps... Un drame social se confirme en pleine compétition électorale, plus de deux millions de maisons ont été saisies depuis le début 2008.

De plus, au plan Paulson proprement dit (de 700 milliards de dollars), il faut ajouter 25 milliards de soutien des pouvoirs publics américains à l'automobile qui traverse une grave crise; 30 milliards de garantie de la FED sur les actifs de Bear Stearns; 50 milliards du trésor de garantie aux SICAV monétaires; 85 milliards du Federal Reserve System et du trésor au titre de la « nationalisation » d'AIG, et, enfin, pour faire bonne mesure, 200 milliards de dollars du Trésor au titre de la mise sous tutelle de Freddie Mac et Fannie Mae, les deux grandes institutions hypothécaires des États-Unis. Nous sommes alors au-delà des 1 000 milliards de dollars mentionnés par le FMI. Or, 1 000 milliards de dollars représentent 7,4 % du PIB américain.

• Comment évolue la conjoncture pendant ce temps, dans l'Union européenne?

Les indices boursiers, malgré de brefs rebonds, ne cessent de baisser. Comme toujours, la lourde mécanique de la Commission européenne se réveille avec un certain décalage. Le 14 octobre, le commissaire irlandais en charge du marché intérieur, en l'occurrence M. McCreevy, propose un projet de directive sur les exigences en fonds propres qui devaient être imposées aux banques; une amélioration de la supervision des établisse-

ments bancaires prévue dans plusieurs pays européens ; un code de bonne conduite pour les agences de notation présentes dans l'Union européenne, etc.

Mais voilà, patatras ! L'Irlande qui, par ailleurs, bloque la ratification du traité de Lisbonne depuis son référendum négatif du 12 juin dernier, décide de garantir pour son propre compte, et sans même prendre l'avis de ses partenaires, l'intégralité des dépôts dans les six grandes banques du pays. Dépôts qui représenteraient à eux seuls le produit intérieur brut irlandais annuellement. Cette décision provoquera d'ailleurs, presque immédiatement, un afflux de capitaux européens, notamment britanniques, au détriment des pays partenaires.

Pour l'INSEE, la France n'échappera pas à la récession. Après un recul de croissance de 0,3 % au second trimestre, la croissance faiblirait encore de 0,1 point aux troisième et quatrième trimestres 2008, alors qu'elle avait globalement augmenté de 2,1 points en 2007 et de 0,4 % au premier trimestre de cette année. Nicolas Sarkozy improvise pour réagir un mini « sommet » européen, à l'Élysée, le 4 octobre, auquel participeront Angela Merkel pour l'Allemagne fédérale, Gordon Brown pour la Grande-Bretagne, Silvio Berlusconi pour l'Italie, assistés de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, et Jean-Claude Trichet pour la Banque centrale européenne. On s'aperçoit alors très vite qu'aucun consensus n'existe sur les solutions à apporter à la crise. *Le Monde* du 3 octobre titre sur la largeur d'une page : « Paris et Berlin se déchirent sur un plan Paulson à l'euro-péenne. » Qu'entendons-nous par là ? Français, Néerlandais et Belges (même si ces deux derniers pays ne participent pas à la réunion) penchent pour la création d'un fonds européen de garantie (qui pourrait atteindre 300 milliards d'euros) pour sauver, en agissant de manière unitaire, les banques de l'Union européenne. Mme Merkel est visiblement irritée : cette proposition de fonds n'a pas été avancée en accord avec l'Allemagne. Il faut d'abord rétablir la sécurité et la confiance sur les marchés, mais cela ne passe pas, selon elle, par un fonds européen centralisé : elle invoque le principe de subsidiarité. Selon le toujours impertinent *Canard enchaîné*, Mme Merkel se serait même exprimée en termes particulièrement crus pour formuler son *nein*. L'éditorialiste du *Monde* en date du 7 octobre, n'a pas hésité à parler du « torpillage » du projet français, dont les Néerlandais furent les instigateurs. Ferdinando Riccardi, dans *l'Agence Europe* datée du même jour, après avoir rappelé que la Banque centrale européenne « a déjà injecté 20 milliards d'euros dans le système bancaire pour en assurer la liquidité », estimait, pour sa part, que « le projet d'un nouveau fonds communautaire colossal pour financer et

sauver de la banqueroute les banques en difficulté n'avait aucune chance d'être accepté, car il aurait comporté le risque de faire financer les États membres qui ne respectent pas les règles du Pacte de stabilité par ceux qui le respectent, et ceci, en dehors de toute procédure européenne efficace ». Enfin, autre son de cloche qui mérite d'être cité, celui de Sylvie Goulard et de Karl Lamers, ancien porte-parole du groupe CDU-CSU, dans *Le Monde* du 17 octobre : « La manière dont quelques barons locaux, drapés dans la "subsidiarité" ont réussi à faire passer la défense de leur pré carré avant l'intérêt général européen, est nocive ». Et encore : « Lorsqu'ils se sont d'abord opposés à une solution européenne pour sauver les banques, Mme Merkel et M. Steinbrück ont commis une erreur d'appréciation. » Restons-en là... Le résultat n'a pas tardé à se faire attendre : le 6 octobre, on assista à une chute historique du CAC 40 de 9,04 %. Une de plus, sans doute, mais qui traduisait un désaveu musclé des marchés.

La situation est apparue tellement pourrie que, le 8 octobre, la baisse concertée de 0,5 point des taux directeurs des banques centrales américaine, canadienne, britannique, de l'Union européenne et de la Suisse n'a pratiquement pas eu d'effet. Sinon d'entraîner dans leur sillage la Banque de Chine qui consent à une baisse symbolique de 0,27 point pour participer au rétablissement de la confiance sur les marchés mondiaux. À des degrés divers, le recul des indices boursiers est général : - 4,25 % à Tokyo ; - 5,23 % à Shanghai ; - 19 % à Moscou ; -10 % au Brésil, en Indonésie, à Hong Kong. En Islande, les banques en cessation de paiement ont dû être nationalisées d'urgence.

La fragilisation des marchés avec toutes les conséquences économiques à terme qu'il convient de prévoir, sans illusion, met en relief un fait évident : la crise du crédit s'étend désormais au-delà des pays développés, elle est mondiale. Les observateurs les plus lucides admettent désormais qu'un sauvetage global des systèmes financiers s'impose.

- En attendant, les grands argentiers des sept principaux pays industriels avancés de notre société technologique et capitaliste occidentale (États-Unis, Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) décideront dans l'urgence et même la fébrilité, d'adopter des mesures de sauvegarde plus ou moins coordonnées, à seule fin d'éviter une avancée des signes de panique, en donnant aux banques liquidités et financements, et en faisant en sorte qu'elles puissent lever des capitaux aussi bien d'origine publique que privée. Parallèlement, des garanties de dépôt seront assurées aux titulaires des comptes bancaires.

Finalement, les gouvernements des États membres de la zone euro, rejoints par les Britanniques, accepteront les normes d'un plan de sau-

vegarde commun conséquent, le 12 octobre, en vue, au moins dans un premier temps, d'éviter la ruée aux guichets. La main sur le cœur, le chef de l'État français, président semestriel de l'Union européenne et les chefs des gouvernements concernés, ainsi que ses collègues, ont « promis, juré » qu'aucune grande banque européenne ne serait acculée à la faillite comme ce fut le cas pour Lehman Brothers, prestigieuse banque américaine dont les actifs évalués à 46 milliards de dollars, il y a sept mois, ne représentaient plus que 145 millions de dollars au moment du dépôt de bilan. De plus, il fut décidé qu'en cas de nécessité, les gouvernements injecteraient les fonds publics dans les organismes bancaires en difficulté. Ce qui a été confirmé pour la France, le 20 octobre. Trois milliards d'euros; 2,55; 1,77; 1,2 ; 1,10 ; 0,95 ont été respectivement attribués aux établissements suivants: Crédit agricole, BNP Paribas, Société générale, Crédit mutuel, Caisses d'épargne, Banques populaires.

De son côté, l'Allemagne pourra consacrer, si besoin est, jusqu'à 400 milliards de prêts garantis et 40 milliards pour l'éventuelle recapitalisation de banques, sans que, nous assure-t-on, ces sommes ne pèsent sur les finances publiques. Le montant de l'engagement britannique est, lui, de 320 milliards d'euros pour des opérations de refinancement, et 64 milliards pour la recapitalisation des banques.

Le plan français, pour sa part, prévoit jusqu'à 320 milliards d'euros de prêts garantis d'ici à fin 2009 pour des opérations de refinancement des banques, et 40 milliards pour la recapitalisation.

Dès le 13 octobre, on apprenait que Londres investissait déjà 37 milliards de livres – soit 46,5 milliards d'euros – dans quatre banques majeures, dont Barclays, jusqu'ici hostile à toute intrusion publique dans ses comptes. *De facto*, RB Scotland, HBoS et Lloyds TSB ont été momentanément et au moins partiellement nationalisées.

Immédiatement, les bourses manifestèrent un rebond de satisfaction, mais les 15 et 16 octobre rechutaient, les marchés anticipant une récession mondiale destinée à durer. Le jeu de yo-yo étant permanent, quand un incendie se propage, on ne l'éteint pas par un coup de baguette magique. Ainsi, le 19 octobre, le premier établissement bancaire néerlandais – ING – devait obtenir du gouvernement de La Haye une injection de capital de 10 milliards d'euros pour éviter des solutions extrêmes.

Le spectre de la récession planait donc au moment où le Conseil européen des 27 chefs d'État et de gouvernements parvint à se réunir à Bruxelles, le 15 octobre, pour approuver les décisions des pays du « noyau dur » de la zone euro et des Britanniques qui, en la circonstance (le fait mérite d'être noté), ont agi de concert avec les pays de la monnaie unique. Une

seule délégation marqua des réserves : la délégation tchèque. Cette prise de position n'est pas innocente, quand on sait que Prague doit succéder à Paris pour présider l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier prochain et n'a pas encore communiqué sa décision à propos du traité de Lisbonne.

Quel nouveau Bretton Woods ?

Le Conseil européen a encore, à juste titre, réclamé un « sommet » mondial pour réformer en profondeur le système financier car, il n'est pas excessif de le dire, « le monde est au bord du gouffre par la faute d'un système irresponsable ». Mais, qu'entendons-nous exactement par « nouveau Bretton Woods », sachant au surplus que le futur président américain n'entrera pas en fonction à la Maison Blanche avant le 20 janvier 2009 ?

Les accords de Bretton Woods ont été signés en juillet 1944, dans le New Hampshire, aux États-Unis, alors que la deuxième guerre mondiale battait encore son plein. C'est là que fut défini ce que serait le futur Fonds monétaire international qui disposerait de réserves d'or et de devises étrangères. Le FMI pourrait corriger les fluctuations des balances des paiements. Les monnaies étaient définies par l'or dont les Américains détenaient les trois quarts du stock mondial. Le dollar était la seule monnaie convertible en or et la seule monnaie de réserve internationale. Ce système est resté en vigueur jusqu'à la décision de Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or, le 15 avril 1971. Les accords de Bretton Woods furent donc le symbole de la toute-puissance des États-Unis dans le monde alors en gestation de l'après-deuxième guerre mondiale, en dehors des univers soviétique et chinois. Depuis, l'or a été démonétisé et nous vivons dans un système de changes flottants régi par des « règles » totalement différentes.

La référence à un véritable Bretton Woods ne peut donc signifier qu'une chose : jeter les bases d'un nouveau système financier et monétaire, définissant le statut des « fonds souverains », la supervision des institutions financières dont la crise vient d'illustrer à quel point elles ont été défaillantes et même souvent inexistantes, la redéfinition des fonctions respectives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, voire de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Ce devrait être également l'occasion ou jamais d'affirmer le rôle de l'euro, dont le logo (l'épsilon ou E grec avec 2 barres horizontales au milieu) est devenu le symbole de la deuxième monnaie de réserve du monde, mais qui n'est malheureusement pas le symbole d'une puissance tout court. L'Union européenne – il s'en faut – n'est pas pourvue d'institutions politiques et militaires équivalentes à celles des États-Unis qui, en vertu desquelles, ces derniers peuvent en-

core se permettre un endettement colossal³. Tant qu'il en sera ainsi, l'oncle Sam continuera d'user à sa guise de l'appréciation et la dépréciation du dollar. Ainsi, la monnaie unique a perdu 20 % de sa valeur par rapport au dollar, entre le 15 juillet et le 22 octobre. Ne nous y trompons pas, en tout cas, comme le déclare le Fonds monétaire international dans ses *perspectives semestrielles* de l'économie mondiale publiées le 8 octobre: nous sommes confrontés à « un tournant majeur sous l'effet du choc financier le plus dangereux depuis les années 1930 ». La fin de l'année 2008 et le premier trimestre 2009 s'annoncent négatifs. Les instituts de conjoncture n'excluent pas pour l'Allemagne une croissance « quasi nulle » en 2009. La France serait en récession présentement et la prévision de croissance du FMI la concernant, confirmant celle de l'INSEE, toujours pour 2009, n'excéderait pas 0,2 %. La croissance annoncée de la zone euro en 2008 (1,3 %), serait de l'ordre de 0,2 % également en 2009. La croissance américaine resterait, toujours selon le FMI, légèrement positive en 2008, mais elle serait quasi nulle en 2009. La décélération de l'activité mondiale sera, en conséquence, avant tout occidentale; les économies des deux grands pays émergents, la Chine et l'Inde, ne devraient faiblir que d'un à deux points par rapport à 2007.

À la fin de l'été dernier, on redoutait surtout, du fait de la hausse vertigineuse des prix des hydrocarbures et des matières premières, y compris alimentaires, une phase de stagflation, c'est-à-dire de stagnation et d'inflation croissante. Mais la chute des marchés pétroliers a bousculé ce schéma, en entraînant un repli accentué des cours, même si l'inflation atteignait 3,6 % dans la zone euro, contre 2,2 un an auparavant, annulant de ce fait les gains de pouvoir d'achat.

Dès lors, le nouveau scénario-menace envisagé par les banques centrales en cette fin d'octobre 2008 est celui de la déflation... Mais, comme tout va de plus en plus vite dans le monde de l'économie réelle comme dans celui de la finance virtuelle, les diagnostics que formulent nos augures n'ont, à nos yeux, qu'une valeur relative.

Les cours pétroliers qui, de l'ordre de 50 dollars le baril en janvier 2007, avaient passé le cap des 100 dollars en janvier 2008, pour atteindre leur plus haute cotation le 11 juillet dernier (147 dollars et 27 cents), illustrent notre constat, car il paraissait évident que la flambée des prix du brut ne s'arrêterait pas tant que n'apparaîtraient pas les signes avant-coureurs d'une récession. Disant cela, nous n'oublions pas, cependant qu'à terme la production pétrolière répondra de moins en moins aux exigences d'une consommation poussée par la boulimie des pays émergents, Chine et Inde

3. Cet endettement dépasserait 300 % de leur PIB.

en tête qui représentent ensemble le tiers d'une population mondiale de désormais six milliards sept cents millions d'individus.

- « Pearl Harbour économique » ou « tsunami financier », les événements que nous vivons ont mis le projecteur sur un univers dont on perçoit mieux désormais que des pans entiers échappent au contrôle des autorités publiques. Nous avons suscité un monde globalisé économiquement, financièrement et technologiquement. Partout, la communication peut être instantanée. Il nous suffit d'appuyer sur une touche d'ordinateur pour passer des ordres ou les annuler, et ce d'un bout à l'autre de la planète. Mais en même temps, ce monde immatériel recèle suffisamment de zones d'opacité pour esquiver les contraintes d'une régulation susceptible de nous prémunir contre les effets pervers du système. Jusqu'ici, force est de constater que nous ne sommes pas parvenus à la maîtrise recherchée. Ce qui s'est passé en France à la Société générale et dans les Caisses d'épargne en témoigne, même si les cas de figure sont différents. Cette situation doit changer profondément, le gouvernement mondial des *traders* n'est pas acceptable.

On a beaucoup parlé des *hedge funds* ces temps derniers... 40 % d'entre eux sont localisés dans les îles Caïmans; 11 % dans les îles Vierges; 10 % aux Bermudes ou aux Bahamas. Ces îles, territoires indépendants ou micro-États, dont certaines sont membres de l'insupportable Commonwealth britannique, même si elles ne comptent que quelques dizaines de milliers d'habitants, sont en réalité des places financières; des centres *off shore* propices – comme d'autres restés continentaux mais meilleurs pour des raisons fiscales – à la gestion alternative des *hedge funds*, spécialisés dans la titrisation des dettes, l'art de ventes à découvert, et la recherche de « l'effet de levier » (*leverage*) – ce dernier consistant à emprunter du cash pour augmenter tout portefeuille constitué au départ seulement des fonds apportés par les investisseurs –, etc. Bien que l'auteur de ces lignes ne soit pas tombé de la dernière pluie, il a été quelque peu étonné d'apprendre qu'il existerait quand même une dizaine de milliers de *hedge funds* qui généreraient un total de l'ordre de 2 250 milliards d'actifs. Ces évaluations datant de novembre 2007 peuvent servir de référence.

En Europe, les *hedge funds* sont localisés de préférence dans des micro-États (Andorre, Liechtenstein, Monaco), mais aussi dans les îles de Man, Jersey et Guernesey. Faute de disposer d'un critère objectif et unique, universellement reconnu, pour identifier un « paradis fiscal », on se gardera, cependant, de reproduire sans vérification sérieuse la liste publiée par le mouvement ATTAC, par exemple, qui fait l'amalgame avec les pays à secret bancaire, comme la Suisse.

L'un des objectifs d'un éventuel nouveau Bretton Woods pourrait être précisément d'établir des critères et des codes définis mondialement pour faire face aux réalités d'aujourd'hui, en fonction des changements gigantesques intervenus depuis 1944. Ce qui vaut pour des abus de « parachutes dorés » et les *hedge funds* vaut également, dans un autre registre, pour les fonds souverains apparus depuis peu dans le Golfe, à Singapour, mais aussi en Chine et en Russie. Le FMI a d'ailleurs élaboré un projet qui, à cet égard, pourrait servir de base à la mise en œuvre d'un nouveau dispositif dans le cadre d'un éventuel « Bretton Woods bis » ou assimilé, face à des fonds d'État qui disposent de 2 000 à 3 000 milliards de dollars de capitalisation totale, et dont le modèle se trouve dans les Émirats et au Koweït qui regorgent de pétrodollars. Ces montants, selon les initiés de Wall Street seraient appelés logiquement à tripler ces cinq prochaines années, en fonction des excédents qu'ils accumulent face aux hydrocarbures, entre autres.

Les États-Unis en tant que principaux responsables de la crise, mais aussi en raison de leur poids dans les affaires mondiales devront pour leur part, enfin, donner des apaisements significatifs. La question de la dette américaine sera inévitablement évoquée parce qu'elle a plus que doublé entre 1980 et 2007 et qu'elle vient de franchir le cap des 10 000 milliards de dollars, en septembre dernier. Un regain de volonté politique américain doit donc nécessairement se manifester pour aboutir à des résultats concrets dans la perspective d'une révision des statuts du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, et de la redéfinition des places que doivent respectivement occuper les États-Unis, l'Union européenne, le Japon, la Chine, l'Inde, la Russie et éventuellement tel ou tel autre grand partenaire dans les sphères financière, économique et commerciale qui permettent de définir notre société globalisée. Un premier rendez-vous « mondial » (pays associés et grands pays émergents) est prévu pour le 15 novembre.

Précédant l'éclatement des bulles financières et pétrolières, l'échec des conversations commerciales du cycle de Doha, le 29 juillet dernier, ne fait qu'ajouter à la complexité d'une conjoncture planétaire dégradée et déboussolée.

À crise globale, réponse globale

S'il est vrai que la crise que nous traversons, comme l'a dit Nicolas Sarkozy, le 25 septembre dernier, « marque la fin d'un monde », le monde ne se réduit pas pour autant aux avatars d'une bulle financière, si préoccupante qu'elle soit. Il ne se réduit pas non plus à un nouveau débat conceptuel entre adeptes de Keynes et apôtres de Friedmann, bien que celui-ci n'ait rien perdu de son actualité.

À crise globale, il faut une réponse globale... Nous sommes en fait, aujourd'hui, confrontés à une réflexion d'ensemble sur la structuration du monde au début d'un nouveau siècle. J'entends par là, comme c'est le cas pour d'autres observateurs engagés, qu'aux réalités du krach qui a polarisé les événements au sortir de l'alarme géorgienne, s'ajoutent les signes d'une crise écologique et ceux, multiformes, d'une crise de la sécurité tout court. L'événement écologique des derniers mois concerne le réchauffement de la planète. Il est daté du 5 septembre dernier. Ce jour-là, confirmation nous a été donnée que les deux routes maritimes autour de l'Arctique, pétrifiées par la glaciation, ont pu être dégagées simultanément pour la première fois. Désormais, il sera possible, au moins quelques semaines par an, de se rendre par la voie maritime à Tokyo en contournant, soit le nord canadien (15 700 kilomètres), soit le nord russe et sibérien (13 500 kilomètres), au lieu de devoir parcourir 23 000 kilomètres en passant par Suez et l'Océan indien. Certes, l'événement n'a pas encore de portée pratique, mais sa portée symbolique ne saurait échapper et fera date dans l'histoire humaine.

Dans le domaine de la sécurité, l'avatar géorgien montre à quel point la tournure d'un événement politique aux conséquences potentiellement graves ne tient qu'à un fil. Il en va de même, de manière quasi constante, au Proche et Moyen-Orient. Idem sur une large partie du continent noir, mais surtout, aujourd'hui, en Afghanistan et au Pakistan.

D'autre part, le refus constamment réitéré par Téhéran de suspendre l'enrichissement de l'uranium et d'accepter un contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, alors que l'Iran d'Ahmadinejad est suspecté de se préparer à des activités nucléaires militaires, doit toujours retenir l'attention. Le journal britannique *The Guardian* du 26 septembre assure que Bush aurait été amené à dissuader Israël de bombarder préventivement des sites nucléaires iraniens, à l'occasion d'un entretien tenu le 14 mai dernier. L'information a certes été démentie, mais que vaut la dénégation ?

La même opacité existe à propos de la Corée du Nord, dont nous savons qu'elle dispose de bombes atomiques. À force de négociations où les Chinois ont joué les intermédiaires, elle aurait démantelé les installations nucléaires mises en cause, avant de relancer les activités de la centrale de Yongbyon. George Bush, en fin de mandat, a jusqu'ici fait le gros dos en retirant la Corée du Nord de la liste américaine des États terroristes, pour faire la preuve de sa bonne volonté. Enfin, dans le même registre, alors qu'au Pakistan les attentats terroristes islamiques se multiplient, on ne parle plus de la bombe atomique pakistanaise. Qui contrôle là-bas l'arme nucléaire ? À cette question impertinente, un silence éloquent nous répond.

Tout ceci pour dire que plus on observe la marche de notre univers, plus on éprouve le sentiment que son contrôle nous échappe. L'Organisation des Nations unies, telle qu'elle a été mise en place au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ne maîtrise rien avec son Conseil de sécurité obsolète, tributaire du droit de veto entre les mains de quelques puissances. Alors que le monde économique représente un marché global, 192 États souverains, ou prétendus tels, adhèrent aujourd'hui aux Nations unies et peuplent ses assemblées générales, incarnant leur fragmentation politique, tandis que près de soixante-dix autres entités constituent l'UNPO (Organisation des peuples non représentés), de l'Abkhazie à Zanzibar, en passant par Taïwan et le Kosovo.

Lisbonne ou la terre promise

Quel bilan de l'Union européenne peut-on dresser dans ce remue-ménage, étant entendu que nous y reviendrons de façon plus circonstanciée au sortir de la trêve des confiseurs.

Pour aller à l'essentiel, nous nous autoriserons à dire qu'avant d'être accaparée par la tourmente financière, l'Union s'est trouvée piégée par le *nil*, alias *no*, des Gaéliques, venus nous rejoindre il y aura quarante ans l'an prochain.

C'est en effet une aberration que d'avoir dû soumettre à référendum le texte du traité de Lisbonne, après la précédente douche froide subie par le traité dit « constitutionnel » tant en France qu'aux Pays-Bas.

Ce traité de Lisbonne que Nicolas Sarkozy voulait « simplifié » – et que, pour ma modeste part, j'ai pris la peine de lire *in extenso*, l'été dernier, en guise de devoir de vacances – se présente sous la forme de deux textes juridiques : l'un « absorbable » par le commun des mortels, de 55 articles, appelé « traité sur l'Union européenne » ; l'autre, imbuvable pour les non initiés aux codes du droit international public et du droit constitutionnel, le « traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », riche de 358 articles, assaisonnés de protocoles dont la lecture est incontournable pour la compréhension de l'ensemble. À quoi s'ajoutent 65 déclarations.

Résultat : les démagogues du cru (chacun a les siens) ont su persuader un nombre suffisant de leurs concitoyens que les textes qui leur étaient soumis par souci de démocratie étaient, en réalité, de nature à imposer à la verte Eire l'IVG et l'euthanasie, l'abrogation *de facto* du statut de neutralité de l'Irlande, l'abandon d'un régime fiscal qui privilégie habilement les entreprises installées sur le sol irlandais, ainsi que des normes d'une agriculture rebelle à la stratégie de Peter Mendelson, commissaire européen de

nationalité britannique, en charge des intérêts communautaires à l'époque des négociations avec l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Pour mieux comprendre ce qui s'est passé le 12 juin dernier en Irlande, quand 53,4 % des électeurs ont rejeté le traité de Lisbonne, il faut préciser que ni « Bruxelles » ni le gouvernement en place à Dublin ne s'étaient montrés capables de promouvoir une campagne digne de ce nom pour le *oui*. Alors qu'inversement un milliardaire irlandais, dont la société était liée à des intérêts militaires américains, avait financé dynamiquement la campagne anti-Lisbonne, à travers une association appelée *Libertas*, qui est intervenue pour un montant de deux millions d'euros, diffusant le slogan suivant: « Vous ne comprenez pas le traité de Lisbonne. Alors, méfiez-vous, dites *non!* »

La gauche nationaliste au sein du *Sinn Féin* (parti dont le nom se traduit par « nous seuls ») a soutenu le généreux donateur, appelé Ganley, au-delà de ses espérances.

Le Parlement européen s'est saisi du dossier en septembre. Son président, le démocrate-chrétien allemand, Hans-Gert Pöttering, a demandé au ministre irlandais des affaires étrangères de diligenter une enquête à ce propos. Malheureusement, le mal est fait... Quand Nicolas Sarkozy s'est rendu à Dublin, le 21 juillet, pour demander au gouvernement irlandais de promouvoir un nouveau référendum, ses interlocuteurs lui rétorquèrent « trop tôt », tandis qu'un comité d'accueil des cercles agricoles déployait d'aimables banderoles: « Sarkozy, non, c'est non. Casse-toi, pauvre con! » Textuel...

- Pourtant, les divers parlements consultés ont approuvé le traité de Lisbonne à des majorités souvent substantielles. Celui-ci a recueilli, à l'Assemblée nationale française, 336 voix favorables contre 52. En Allemagne, 505 membres du Bundestag ont voté « pour » et 58 « contre ». En Italie, la ratification a fait l'unanimité, des fascistes aux communistes, en passant par la Ligue du Nord.

Les difficultés, comme on pouvait s'y attendre, ont commencé en Pologne où les chambres ont voté en faveur du traité à une confortable majorité, tandis que le président de la République refusait de le signer « tant que l'Irlande n'aurait pas elle-même ratifié ». En Suède, le Parlement devrait se prononcer le 20 novembre, après un examen minutieux. En Tchéquie, le premier ministre, Mirek Topolánek, aurait accepté de soutenir, « à contrecœur » a-t-il dit, le traité de Lisbonne que le président de la République tchèque, Vaclav Klaus, récuse pour sa part, en refusant, par ailleurs, de hisser le drapeau européen au château de Prague pendant la présidence tchèque de l'Union, prévue du 1^{er} janvier au 30 juin 2009. Les « Euro-

péens » seront réconfortés d'apprendre cependant que le parti de Klaus et Topolanek au pouvoir à Prague, vient de subir une cinglante défaite à l'occasion des élections régionales et sénatoriales qui se sont tenues les 15 et 16 octobre. Tout le monde attend, enfin, le verdict de la Cour constitutionnelle tchèque à propos du traité. Son avis reste en effet incertain, contrairement à une procédure similaire engagée en Allemagne.

Bref, le gouvernement irlandais ayant fait savoir, de son côté, comment il estimerait pouvoir essayer de sortir de l'impasse en ne livrant ses réflexions qu'à l'occasion du prochain Conseil européen des 10 et 11 décembre, le suspense demeure et il nous faut tenir compte, encore, d'un dernier paramètre : des élections sont prévues en Grande-Bretagne au printemps 2010. Selon l'hebdomadaire anglais *The Economist* du 12 juillet dernier, en cas de retour au pouvoir des Tories, que le traité de Lisbonne soit ratifié ou pas, « ils ne laisseront pas les choses en état ». Au minimum, ils réclameront davantage d'*opt-out*, c'est-à-dire de dérogations...

L'avenir du traité de Lisbonne ressemble donc à celui d'un château encore branlant, au cœur de l'automne 2008, et ce point est important pour apprécier les événements.

On vient d'apprendre, par ailleurs, que Nicolas Sarkozy serait disponible – il nous l'a fait savoir en prenant la parole devant le Parlement européen le 21 octobre – pour assumer une « direction ferme » de la zone euro en 2009, alors qu'elle doit affronter une crise mondiale d'une ampleur et d'une complexité exceptionnelles.

Que pensent nos partenaires, notamment allemands et britanniques, de ces appels d'offres, même si les Britanniques n'ont pas adopté la monnaie unique ? Qu'en pense le président en exercice de la zone euro dont le mandat vient d'être renouvelé ? Nous ne tarderons pas à le savoir...

D'une part, en effet, nous savons combien les équilibres politiques sont fragiles au sein de l'Union européenne, et combien la susceptibilité des petits pays peut rendre contre-productive toute tentative de forcing, mais, d'autre part, nous n'avons cessé de dire et de redire qu'on ne gouvernera pas l'Europe tant qu'elle continuera à osciller entre l'indécision déconcertante des uns et les atermoiements sans fin des autres.

L'Europe est vraiment, cette fois-ci, à l'heure des choix décisifs ; à la croisée des chemins, comme on aime à le dire.

(Paris, 23 octobre 2008)